

RÉFLEXION SUR LES 25 ANS DU PROGRAMME SUR LES ENFANTS ET LES CONFLITS ARMÉS

Laura Cleave^①, Abdikarim Hassan^②, Myrah Oloo^③, Achaleke Christian Leke^④

① Institut Dallaire pour les enfants, la paix et la sécurité

② Consultant Juridique

③ Ancienne élève des Giants of Africa

④ Local Youth Corner Cameroon

NOTE DES ÉDITEURS :

Ce commentaire se présente sous une forme quelque peu différente des autres commentaires publiés dans Allons-y et reflète notre engagement envers le pluralisme méthodologique et l'importance de la connaissance expérientielle. Il prend la forme d'une discussion retranscrite entre trois membres d'un comité consultatif de jeunes établi dans le cadre du projet de recherche « Knowledge for Prevention » sur l'alerte précoce du recrutement et de l'utilisation d'enfants dans la violence armée à l'Institut Dallaire, et la conseillère de recherche de l'Institut Dallaire, Laura Cleave.

LAURA CLEAVE

Merci d'être ici pour réfléchir aux succès et aux défis des 25 ans du programme Enfants et conflits armés (CAAC). Le programme Children and Armed Conflict (CAAC) a été établi par l'Assemblée générale des Nations Unies (ONU), à la suite de la publication du rapport inédit de Graça Machel sur l'impact des conflits armés sur les enfants. Dans ce rapport, aujourd'hui largement considéré comme la pierre angulaire du programme CAAC, Graça Machel soulignait l'effet disproportionné que les conflits et la violence ont sur les enfants.

Aujourd'hui, nous avons la chance d'être rejoints par le Comité consultatif des jeunes de Knowledge for Prevention (K4P), dont les activités de plaidoyer et de recherche s'étendent du Cameroun au Kenya, en passant par l'Irlande du Nord, la Somalie, le Sud-Soudan et les États-Unis.

Notre comité consultatif des jeunes a été créé pour donner des conseils sur la façon dont les enfants et les jeunes peuvent être mieux engagés dans le cadre des efforts de consolidation de la paix et d'alerte précoce afin de prévenir le recrutement d'enfants dans les conflits armés. Notre comité continue de démontrer le pouvoir des jeunes en tant qu'acteurs du changement et bâtisseurs de relations, à la fois dans leurs communautés respectives et dans le monde entier.

Donc, pour commencer notre discussion aujourd'hui, je vous demanderais, comment décririez-vous le contexte pour les enfants et les jeunes dans vos communautés?

ABDIKARIM HASSAN

Je pense qu'il y a plus de discussions autour des problèmes qui touchent les enfants et les jeunes dans ma communauté. Les questions relatives à la protection de l'enfance et à la jeunesse sont désormais plus systématiquement prises en compte dans les principaux processus décisionnels. Les défenseurs de l'enfance sont représentés au sein du gouvernement et des principaux ministères, c'est-à-dire les unités de protection de l'enfance au sein du ministère de la Justice et du ministère de la Défense.

Ainsi, la discussion est bien lancée. Les gens sont bien informés sur la question de la participation des enfants dans les conflits. Mais encore une fois, il reste des défis à relever pour apporter des changements en ce qui concerne la question des enfants, en particulier la question des enfants dans les conflits armés. Cela est lié aux ressources limitées, car la Somalie est toujours en période de transition après

un conflit qui a duré des décennies. Les ressources nécessaires à l'ajustement et à l'application des politiques ne sont pas encore pleinement mises en œuvre. En outre, de nombreux bureaux gouvernementaux et organisations de la société civile dépendent encore des donateurs et de la communauté internationale pour mettre en œuvre les activités quotidiennes et la prestation de services aux enfants. Il y a aussi les défis liés à la prévalence de la pauvreté dans le pays, qui empêche encore de nombreux jeunes et enfants de s'engager pleinement dans des programmes positifs, tels que l'éducation, etc.

Et une fois que vous connaissez le défi global de la communauté en ce qui concerne la prévalence de la pauvreté, nous constatons que les enfants sont utilisés abusivement par les cellules de recrutement dans les conflits. Nous n'avons pas encore investi beaucoup de temps et de ressources dans la promotion de la connaissance et de l'engagement communautaire. Nous avons tendance à adopter des approches réactionnaires, à aider ou à venir en aide aux enfants qu'après coup, et non avant. C'est pourquoi il est important d'investir dans l'alerte précoce et les programmes communautaires.

MYRAH OLOO

Ma réponse est donc un peu plus générale. Si vous regardez la structure d'âge au Kenya, environ 40 % de la population a moins de 14 ans. Le gouvernement fait beaucoup pour nous aider, par exemple par le biais d'initiatives telles que le Youth Enterprise Fund. Celui-ci fournit des fonds aux personnes qui ont des idées d'entreprise et qui veulent créer leur propre société.

Et puis il y a aussi le National Youth Service (NYS), qui est un programme qui aide les jeunes à s'engager dans le domaine de la sécurité, par exemple l'armée et la formation de base.

Le ministère de la Jeunesse se concentre également sur des programmes axés sur la jeunesse.

Cependant, en tant que groupe démographique de jeunes faisant partie d'une vaste population, nous sommes victimes de nombreux problèmes uniques, qu'il s'agisse de la pauvreté, du chômage, etc. Si l'on considère le groupe d'âge jusqu'à 25 ans, nous sommes en présence d'environ 65 % de la population. Je crois que le taux de chômage au niveau national est d'environ 7 %, et pour les jeunes en particulier (16 à 35 ans), il est d'environ 17 %. Cela représente une grande disparité.

Donc, je dirais que dans le contexte pour les jeunes et les jeunes enfants dans ma communauté, les politiques et les conseils sont là. Cependant, comme mon collègue l'a dit avant moi, c'est une question de ressources. Tout est question d'exécution et je crois que c'est là que nous échouons. Par exemple, en 2021, nous avons connu un énorme recul en termes d'éducation et de retour des jeunes à l'école. Oui, il existe des politiques qui stipulent que nous devons aller à l'école, mais je pense que le problème réside dans l'exécution. Il est donc important que nous fassions un peu plus pour nous assurer que ce que nous disons est ce que nous faisons dans notre communauté.

Même si j'ai l'impression que les jeunes sont généralement vus et entendus, nous devons nous efforcer d'agir et de créer des environnements plus sûrs pour tous.

ACHALEKE CHRISTIAN LEKE

Pour le Cameroun, il existe différents contextes pour les enfants selon l'endroit où l'on se trouve dans le pays, de sorte que la situation des enfants et des jeunes est toujours en évolution. Selon la région du pays, la montée des conflits et les opportunités limitées affectent différemment les jeunes et les enfants. Tout d'abord, en termes d'éducation, notre pays gère actuellement un système d'éducation gratuite dans lequel nos enfants et nos jeunes - du droit primaire à l'enseignement supérieur - paient un montant minimum pour les frais de scolarité. Pourtant, il existe des communautés où les enfants n'ont pas eu accès à l'école depuis plus de trois ans. Cela crée un défi important quant à la réponse à apporter.

Un autre domaine clé que je souhaite mettre en avant concerne l'employabilité et les opportunités de génération de revenus. Actuellement, au Cameroun, le chômage est très élevé et les opportunités d'employabilité restent faibles.

Concernant la réponse du gouvernement, il y a le ministère de la Jeunesse et de l'éducation civique, ainsi que le ministère des Affaires sociales, qui s'occupent des jeunes et des enfants. Ces ministères ont mis en place des programmes axés sur l'employabilité et la génération de revenus, par exemple le plan triennal spécial pour les jeunes. Dans ce cadre, l'État fournit des fonds sous forme de prêts aux jeunes pour créer leur entreprise, les suivre et les soutenir. Il existe également une grande variété d'autres programmes qui sont soutenus par l'esprit d'entreprise des jeunes eux-mêmes.

Le déplacement des enfants et la vulnérabilité croissante des enfants des rues - d'autant plus que, dans de nombreux cas, les enfants eux-mêmes ont choisi de

quitter le foyer en raison des mauvais traitements infligés par les parents - ainsi que des enfants réfugiés et déplacés à l'intérieur du pays restent très préoccupants. Ces enfants vivent le conflit différemment et sont particulièrement vulnérables aux abus et aux atteintes à leurs droits. Le gouvernement a tenté de répondre à ce problème, mais il s'agit d'une question complexe et la bureaucratie entrave souvent la réponse. Les mouvements de la société civile répondent également à la vulnérabilité accrue des enfants (par exemple, par le biais d'un soutien aux moyens de subsistance, d'un soutien éducatif, etc.).

La réalité est que la mise en œuvre de notre politique nationale de la jeunesse repose sur environ 30 %. Pourtant, en ce qui concerne les enfants, il n'y a pas actuellement de politique institutionnelle au-delà des politiques de protection des enfants et de leur éducation en matière d'abus et d'exploitation des enfants. Dans une certaine mesure, le gouvernement, les décideurs politiques et les autres acteurs du développement ont réussi à faire en sorte que cette question soit intégrée dans toutes les institutions. Même les organisations de la société civile sont mandatées pour développer une politique de protection de l'enfant.

Du point de vue de la paix et de la sécurité, je pense que les récentes résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la paix et la sécurité ont permis d'amplifier ces processus de protection des enfants et des jeunes. Elles ont aussi permis de les impliquer dans le développement et le suivi des initiatives.

LAURA CLEAVE

Si l'on considère les 25 dernières années du programme CAAC, et en particulier les premières conclusions du rapport Graça Machel concernant l'impact disproportionné des conflits sur les enfants, quels progrès ont été réalisés pour protéger les enfants contre la violence? Et quelles sont vos préoccupations quant à la mise en œuvre efficace d'un programme de protection?

ACHALEKE CHRISTIAN LEKE

Malheureusement, les politiques fondées sur les CAAC ne se traduisent pas efficacement par un travail en temps réel sur le terrain dans les situations préoccupantes. L'investissement dans la protection de l'enfance passe souvent à côté ou néglige le fait que la réalité des enfants est en constante évolution - notamment en raison de l'accès que les enfants et les jeunes ont désormais à l'Internet, pour le meilleur ou pour le pire. Au cours des 10 à 15 dernières années, l'accès et l'exposition à l'information ont changé, ce qui a affecté la capacité des enfants à penser et à réagir

aux situations qui les concernent. Cela signifie que les programmes destinés aux enfants doivent tenir compte de la nature et des réalités changeantes de l'enfance d'aujourd'hui.

Un autre défi auquel nous sommes confrontés est que la programmation considère encore les enfants dans une perspective plus bénéficiaire. Je suis conscient que nous devons continuer à nous efforcer d'améliorer la protection des enfants. Cependant, nous devons également reconnaître les facultés des enfants ainsi que la créativité et la réflexion qu'ils apportent. Les programmes doivent également évoluer en termes de perception des enfants et de prise en compte de leurs points de vue. Les enfants doivent se développer dans le cadre de l'élaboration de programmes basés sur la protection.

D'après mon expérience de travail avec les enfants sur le terrain, les enfants ont le potentiel de maîtriser et de façonner les outils de consolidation de la paix. Si les groupes extrémistes violents peuvent apprendre aux enfants à porter des armes, les agences de consolidation de la paix peuvent également enseigner aux enfants comment construire la paix et travailler avec eux. Imaginez une génération où nous aurions des enfants qui, à l'âge de trois ou quatre ans, comprendraient déjà les principes de la médiation et du dialogue pacifiques. Cet enfant a une chance de ne pas être la proie de la radicalisation et du recrutement.

Dans ce contexte, le discours selon lequel les enfants sont les « leaders de demain » est lui aussi déjà dépassé. Aujourd'hui, nous voyons des enfants qui sont à la tête de la consolidation de la paix dans leurs communautés.

ABDIKARIM HASSAN

Si l'on considère le programme sur les enfants et les conflits armés, on constate que, dans une certaine mesure, certains mandats ont été intégrés avec succès dans de nombreux pays. Pourtant, les violations à l'encontre des enfants continuent d'être sous-déclarées ou négligées. De plus, la prise en compte des normes existantes au sein des communautés n'a pas encore changé. Les communautés sont toujours susceptibles de recruter des enfants, et la question du suivi des violations graves à l'encontre des enfants, y compris le recrutement, reste difficile dans les contextes de conflit. Les données sur le recrutement d'enfants restent limitées, en particulier pour les acteurs non étatiques. Dans la plupart des cas, ce sont les enfants qui sont en mesure de quitter les groupes armés qui sont comptabilisés dans les données relatives au recrutement. Mais cela passe à côté d'interventions importantes visant à prévenir cette pratique en premier lieu et à comprendre l'ampleur du problème. Il

faut alors donner la priorité à l'investissement dans le financement des politiques de protection de l'enfance afin de renforcer les efforts de prévention du recrutement.

MYRAH OLOO

Au cours des 25 dernières années, je pense que l'un des succès du programme CAAC est la prise de conscience suscitée par la vulnérabilité des enfants aux conflits et à la violence. Au niveau national, la connaissance des droits de l'enfant et des cadres juridiques de la protection de l'enfance a augmenté.

Cependant, je pense que 25 ans ne sont peut-être pas une période assez longue pour apprécier pleinement les changements sociétaux et la manière dont ils peuvent affecter une société. Certains pays sont en conflit depuis plus de 20 ans, et nous devons tenir compte des enfants qui ont grandi dans de tels environnements et qui sont aujourd'hui eux-mêmes des adultes.

La responsabilité reste une question essentielle. C'est une chose de soulever la question, voire de signer un accord de paix. Mais c'est une autre chose de faire respecter ce qui est écrit dans l'accord de paix. Et dans ce contexte, les accords de paix et de cessez-le-feu incluent rarement des dispositions relatives aux enfants et à leur protection.

Les programmes et les politiques de protection de l'enfance continuent de considérer les enfants comme des êtres à protéger, plutôt que comme un groupe ayant des droits. Ils ne reconnaissent pas que les enfants ont la capacité d'apporter la paix à leurs communautés - ce qui peut être considéré comme une perte de pouvoir. Cela ne donne pas aux enfants l'espace nécessaire pour reconnaître leur propre pouvoir de façonner le progrès sociétal et la paix durable.

Il faut donc que les enfants soient davantage impliqués dans la consolidation de la paix. Comme les enfants et les jeunes représentent une proportion aussi importante de la population, nous sommes déjà des leaders. Et que nous nous dirigeons nous-mêmes ou que nous dirigeons nos pairs, nous sommes déjà des leaders. Nous devons donc être traités comme tels. Des leaders avec qui il faut discuter et qui doivent être impliqués dans les questions qui nous concernent.

LAURA CLEAVE

Un rapport récent du Conseil danois pour les réfugiés traite de la normalisation de la violence pendant l'enfance. Celui-ci s'appuie sur des exemples de cas où les enfants intériorisent des contextes violents, qui se retrouvent jusque dans les jeux

auxquels ils participent dans la cour de récréation de l'école. Donc, de votre point de vue, que faut-il faire pour briser les cycles et les normalisations de la violence dès les premiers signes?

ACHALEKE CHRISTIAN LEKE

La normalisation de la violence et de la criminalité devient très courante dans les écoles et dans d'autres lieux fréquentés par les enfants. Nous devons donc créer des programmes qui ciblent les curriculums et remodelent les perspectives pour normaliser la paix.

De notre côté, nous avons un programme appelé la campagne Spread-Love, dans le cadre duquel nous travaillons dans les écoles primaires et secondaires pour apprendre aux enfants à aimer. L'amour semble être une notion insaisissable, mais avoir de telles conversations aide les enfants à commencer à regarder les choses différemment.

La culture du dialogue est donc essentielle. C'est quelque chose qui fait défaut dans notre contexte et qui peut même être considéré comme tabou. Mon organisation travaille d'arrache-pied sur ce point pour lancer et maintenir des dialogues communautaires - en essayant de faire de la culture du dialogue un style de vie. Mais, même lorsque nous observons les écoles, il existe toujours une culture de la punition qui limite les possibilités de dialogue et de discussion. Dans ces lieux, il n'y a pas d'espace pour que les enfants puissent parler entre eux. Les conclusions du rapport du Conseil danois pour les réfugiés auraient probablement été les mêmes il y a 10 ou 20 ans. Nous devons donc favoriser des cultures où les enfants ont la possibilité de grandir différemment. Que se passerait-il si un enfant commençait à apprendre ce qu'est la paix d'une manière plus douce, par des jeux ou des activités dès son entrée à l'école maternelle? C'est ainsi que l'on crée des champions de la paix.

Le financement de la paix doit également évoluer. De notre côté, nous menons un programme pour les enfants depuis trois ans, mais les fonds vont aux plus grandes organisations au lieu des organisations locales de la société civile. Si nous continuons à négliger les organisations et l'expertise locales, des rapports comme celui qui a été mentionné précédemment continueront à être produits et les conclusions ne changeront jamais.

La manière dont nous finançons la consolidation de la paix doit changer. Il doit y avoir une réflexion dans la programmation et de la part des parties prenantes

qui investissent et travaillent dans ces espaces. Je travaille avec ces enfants tous les jours, et je peux vous dire quels sont les défis à relever. Nous devons être capables d'envisager les choses différemment et de faire en sorte que les enfants soient instruits et élevés d'une manière qui nous évitera d'avoir des conflits demain.

ABDIKARIM HASSAN

Il est important de noter que les enfants ont toujours été confrontés et continuent d'être confrontés aux plus grandes répercussions des conflits armés et des cycles de violence. En reconnaissant que nous avons des règles dans la société, nous devons donner la priorité à la mise en œuvre et à l'application des lois, afin de créer un environnement sûr pour les enfants. Nous devons investir dans des environnements sûrs - tels que l'éducation et les ressources - qui peuvent remettre en cause les cycles de violence et l'engagement des enfants dans les conflits. Plutôt que d'attendre que les enfants grandissent, donner la priorité aux compétences de vie et à l'éducation à la paix à un âge plus précoce peut renforcer la médiation et la prévention des conflits.

Nous devons également investir dans le soutien aux soins - par exemple pour les parents et les tuteurs - afin qu'ils soient en mesure de maintenir des environnements de paix pour les enfants au sein du foyer. Souvent, si les enfants ne reçoivent pas d'amour et de soins à la maison, ils peuvent être plus enclins à partir et à trouver la camaraderie et la sécurité ailleurs. Les enfants qui ont été traumatisés à la maison peuvent être plus sensibles et enclins au conflit. Cependant, du point de vue des familles, elles peuvent aussi avoir des difficultés financières pour subvenir aux besoins de leurs enfants. Les opportunités de génération de revenus peuvent donc contribuer à changer les récits des ménages sur la protection et à créer des espaces sûrs où les enfants peuvent vivre et grandir.

MYRAH OLOO

Pour faire écho à ce qui a été dit plus haut sur la réprimande des enfants par des châtements corporels, de telles formes de punition pendant les années de formation des enfants façonnent la façon dont ils perçoivent le pouvoir. En grandissant, les principaux acteurs de la vie d'un enfant sont ses parents et ses enseignants. Ce sont les personnes qu'il considère comme étant au-dessus de lui, en termes de pouvoir de décision. Ainsi, lorsque nous introduisons la violence dans ce contexte, nous associons violence et pouvoir.

De tels abus de pouvoir peuvent également être observés au niveau de la communauté lorsque la police agit violemment - renforçant une fois de plus l'idée de pouvoir et de violence.

Nous devons donc trouver un moyen d'apprendre à ces enfants qu'il existe une autre façon de se faire entendre et d'être vu. Les programmes qui apprennent aux enfants à s'engager et à débattre pacifiquement sont importants. Ils présentent aux enfants différents outils et ressources dans leur boîte à outils pour pouvoir exprimer leurs sentiments.

Nous devons également enseigner aux enfants la prise de décision et ses différents niveaux - dans la pièce, autour de la pièce et en dehors de la pièce - afin qu'ils puissent se reconnaître et reconnaître leur capacité d'action à chaque étape. Et du point de vue des décideurs, nous devons faire comprendre qu'il faut créer un espace à chaque étape pour que différentes voix puissent s'exprimer dans les discussions.

LAURA CLEAVE

Vous êtes tous de si fervents défenseurs des enfants et de leurs voix. Pourriez-vous nous parler de votre expérience et nous dire s'il y a eu un moment décisif dans votre vie où vous vous êtes sentie capable, en tant que jeune, de participer à la consolidation de la paix dans votre communauté?

ACHALEKE CHRISTIAN LEKE

Pour moi, j'ai grandi dans la violence et je l'ai vue de près. Je pense que le moment décisif de mon expérience a été celui où j'ai réalisé que j'avais quelque chose en moi qui était unique et qui pouvait être utile aux autres. Par exemple lorsque j'ai découvert mes compétences en théâtre. Ce fut un moment décisif lorsque je me suis rendu compte que les gens pouvaient trouver de la joie dans ce que j'avais à offrir.

J'ai vécu un autre moment déterminant dans ma vie, lorsque quelqu'un m'a montré le pardon et l'amour d'une manière différente. Lorsque j'étais en pensionnat, j'ai appris pourquoi l'enseignement par l'exemple peut être un outil si puissant. Nous devons nous efforcer de reconnaître les compétences et les capacités des enfants, car cela peut faire une différence pour eux à long terme et dans la façon dont ils se perçoivent. Parfois, les enfants subissent des traumatismes sans pour autant reconnaître qu'ils ont vécu une telle expérience. La présence de quelqu'un qui montre à cet enfant qu'il a de la valeur et que son existence a un sens est exceptionnellement importante.

J'ai déjà travaillé avec d'anciens membres de Boko Haram, ainsi qu'avec d'anciens séparatistes - des enfants aux jeunes en passant par les adultes. Nous avons besoin d'espaces où les gens sont capables de voir les choses différemment parce qu'ils sentent qu'ils ont quelque chose à offrir et qu'ils sont appréciés par ceux qui les entourent.

MYRAH OLOO

Pour moi, la vie m'a montré tant d'environnements et de lieux différents. Elle m'a aussi appris ce qu'est le privilège. Je suis née au Royaume-Uni et j'ai grandi au Kenya, et je me suis toujours considérée comme une passerelle pour soutenir les autres. Le fait d'avoir grandi dans deux pays différents m'a montré comment établir des relations avec des personnes issues de contextes différents. J'ai également appris que l'on peut toujours trouver des points communs avec les autres. Bien que des régions différentes puissent avoir des défis différents, chaque enfant a de la valeur et du potentiel. Ce que j'ai appris, c'est qu'il est possible d'aimer un pays, même si l'on reconnaît qu'il a des problèmes et des défauts. Et pour vraiment aimer un endroit, vous ne pouvez pas rester les bras croisés; vous devez travailler activement pour changer le terrain.

L'école que j'ai fréquentée nous a enseigné la charité et le don de soi. Je me souviens que nous avons fait un voyage à Samburu, qui se trouve dans le nord du Kenya. Là, j'ai conversé avec une fille appelée Frida. Elle m'a raconté que dans sa région natale, il y avait des razzias de bétail. Lors de l'une d'entre elles, quelques personnes de sa communauté avaient été tuées. Ils ont fait cela pour financer des campagnes politiques. Cela m'a brisé le cœur, parce que le gouvernement qui est censé protéger ces enfants et ces sociétés était celui qui les détruisait.

Malgré cela, Frida veut devenir avocate et s'impliquer dans le système judiciaire qui lui a fait du tort, afin de faire partie de la solution. Nous pouvons faire beaucoup pour soutenir des jeunes comme Frida. C'est là que je vois mon rôle. Les jeunes ont un tel potentiel. Nous devons veiller à leur offrir le bon environnement et la bonne plateforme.

ABDIKARIM HASSAN

La Somalie s'est désintégré dans un conflit lorsque j'étais très jeune. Mon père était un homme d'affaires. Il voyageait dans de nombreuses régions de Somalie, jusqu'à ce que le conflit se généralise. Plus de 30 ans de conflit civil ont fait que de nombreux jeunes, comme moi, ont grandi dans la violence. J'ai donc grandi avec le sentiment

que tout espoir avait été perdu pour la Somalie et pour toute notre génération de jeunes Somaliens.

Mais mon espoir a été restauré par la résilience des jeunes en Somalie, en particulier dans des régions comme Mogadiscio qui avaient été ravagées par le conflit. Malgré cette fragilité, les jeunes ont toujours relevé les manches et continué à construire un avenir meilleur. Je suis retourné en Somalie après mes études en 2011. J'étais inspiré de voir les jeunes se battre pour leurs droits d'aller à l'école, de poursuivre leurs études à l'université, de rechercher un bien-être supérieur à celui qui leur avait été fourni. Et j'ai été choqué par le fait que vous savez, ce sont des jeunes qui n'ont eu aucune forme de gouvernement. Ils n'ont pas eu un jour de tranquillité d'esprit après des années de bombardements. Ils ont aussi été forcés de migrer et de s'adapter.

À partir de ce moment-là, j'ai senti que l'espoir n'était pas perdu, et que je devais faire partie du processus de construction de la paix. À partir de là, j'ai commencé à travailler dans une école. Un autre moment déterminant pour moi, qui m'a conduit à Elman Peace Center, où j'ai travaillé pendant plus de six ans pour la protection et la réintégration des enfants.

Lorsque nous regardons l'effondrement d'un pays comme la Somalie, qui compte une si forte population de jeunes, cela devrait nous susciter l'espoir, pas l'inquiétude. Là où les enfants et les jeunes peuvent s'engager de manière plus significative, nous constaterons non seulement un avenir plus brillant pour eux, mais aussi pour leur pays.

Le comité consultatif des jeunes de K4P a été formé pour soutenir la perspective des jeunes à la prévention du recrutement et de l'utilisation d'enfants comme soldats. Il aide aussi à faire progresser le travail de prédiction et d'alerte précoce entrepris par l'Institut Dallaire. Depuis sa création, le Comité a fourni des conseils sur l'examen des 25 ans du programme CAAC par le RSSG pour les enfants et les conflits armés. Il a participé au balado pour les enfants, la paix et la sécurité de l'Institut Dallaire. Il a examiné la stratégie d'engagement des jeunes de l'Institut Dallaire. Enfin, il a organisé des laboratoires de recherche et facilité des dialogues de collaboration avec des partenaires clés. L'Institut Dallaire tient à remercier le Comité pour son engagement continu et pour son plaidoyer en faveur des droits des jeunes dans le monde entier.

Membres du comité consultatif des jeunes de K4P :

Laura Cleave – Institut Dallaire pour les enfants, la paix et la sécurité, Canada

Ruth Frimpong – Kofi Annan International Peacekeeping Training Centre, Ghana

Bazilika Joan Lado – EVE, Organisation pour le développement des femmes au Sud-Soudan

Achaleke Christian Leke – Local Youth Corner Cameroon

Abdikarim Hassan – Consultant Juridique, Somalie

Myrah Oloo – ancienne élève des Giants of Africa, Kenya

Aubrey Marie Seader – Chercheuse sur les arts et la consolidation de la paix, États-Unis

Aisha Zannah – Future Prowess Islamic Foundation, Nigeria

Laura Cleave est conseillère en recherche et apprentissage à l'Institut Dallaire pour les enfants, la paix et la sécurité à Kigali, au Rwanda. Laura est la chercheuse principale et la coordinatrice du projet Knowledge for Prevention (K4P), qui se concentre sur le développement d'un système d'alerte précoce pour le recrutement et l'utilisation d'enfants comme soldats. À ce titre, Laura préside la communauté de pratique K4P et le comité consultatif des jeunes de K4P. Elle contribue à la rédaction d'articles universitaires et politiques. Enfin, elle organise le symposium international annuel de l'Institut Dallaire qui cible la priorité accordée aux enfants dans les systèmes d'alerte précoce. Forte de plus de cinq ans d'expérience dans les domaines humanitaire et sans but lucratif, ainsi que dans le secteur public canadien, Laura a travaillé dans le monde entier. Notamment en Irlande, au Maroc, au Rwanda, en Corée du Sud et dans les territoires du Nord canadien, et a visité plus de 50 pays à ce jour. Elle est titulaire d'une maîtrise en études internationales sur la paix du Trinity College de Dublin.

Abdikarim Hassan est un consultant qui travaille avec la société civile et les agences gouvernementales pour créer un environnement favorable aux enfants en Somalie. Il a surtout travaillé avec le ministère de la Justice en tant que conseiller juridique principal, conseillant les institutions dans l'harmonisation juridique des lois de protection nécessaires. Avant d'occuper son poste actuel, Abdikarim a travaillé au Elman Peace Center en tant que responsable du programme de protection à Mogadiscio, en Somalie. Dans le cadre de ses fonctions, Abdikarim a supervisé le travail du Centre avec les enfants associés aux forces et groupes armés (CAFAAG) afin de faciliter efficacement la démobilisation, le désarmement et la réintégration (DDR) des bénéficiaires d'Elman Peace Center dans la vie civile. Abdikarim est diplômé en droit de la Loyola University Chicago School of Law. Il est un expert internationalement reconnu pour les approches communautaires de réintégration dans un conflit armé où aucun accord de paix n'a encore été conclu. Il a également travaillé dans des pays du bassin du lac Tchad confrontés à un conflit similaire à celui de la Somalie. Abdikarim poursuit actuellement des recherches de troisième cycle sur le paysage juridique affectant les processus de DDR. Il donne également des cours sur la législation relative aux droits de l'homme dans différentes universités de Somalie.

Myrah Oloo est une jeune dirigeante et une ancienne élève du programme Giants of Africa. Elle croit fermement au soutien et à l'autonomisation des jeunes en Afrique. Elle s'est adaptée à un rôle de facilitatrice et de porte-parole de la prochaine génération de faiseurs de changement. Myrah, originaire du Kenya, étudie actuellement au Royaume-Uni. Son rêve est de devenir un jour présidente du Kenya.

Achaleke Christian Leke est un expert de la consolidation de la paix, de l'extrémisme violent et du développement international. Originaire du Cameroun, il a 15 ans d'expérience en tant que praticien et universitaire. Sa passion pour la paix lui a été inspirée par son enfance passée à Fiango Kumba, connue pour sa criminalité et sa violence. Les réalités de la violence l'ont poussé à construire des communautés sans violence avec les jeunes en première ligne.

Il occupe actuellement le poste de directeur exécutif de Local Youth Corner Cameroon, une organisation de construction de la paix dirigée par des jeunes et basée au Cameroun. Il a récemment été nommé par l'Union africaine comme jeune ambassadeur de la paix pour la région d'Afrique centrale. L'expérience d'Achaleke en tant que praticien, chercheur et universitaire lui a donné l'occasion unique de contribuer aux conversations et initiatives locales, nationales et mondiales. Elle lui a permis de mettre en œuvre plus de 600 projets sur l'autonomisation des jeunes, la consolidation de la paix, la lutte contre l'extrémisme violent et le développement durable.

Il a été nommé trois fois dans la liste des 100 jeunes Africains les plus influents; nommé UNESCO Reallife Hero, 2020; décoré comme le lauréat du Prix de la paix du Luxembourg en 2018; nommé le jeune Camerounais le plus influent en 2016; nommé la jeune personne du Commonwealth de l'année 2016 et reçu par S.M. la reine Elizabeth II.